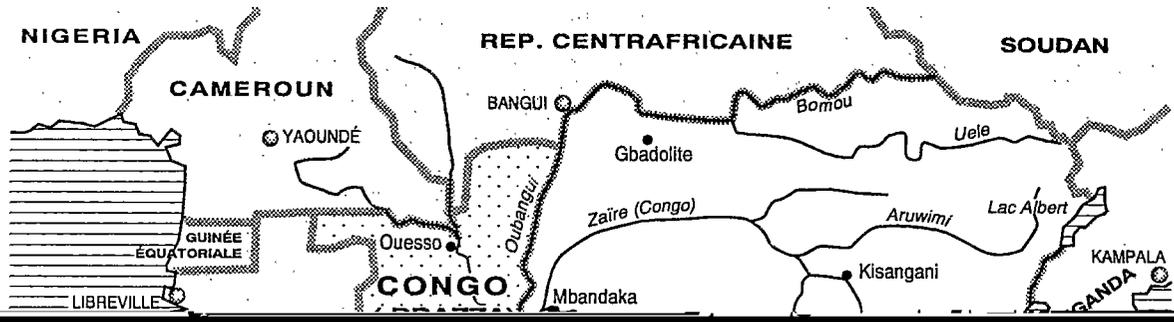


Introduction

Les Congos dans la guerre : enjeux locaux, mobilisations et représentations

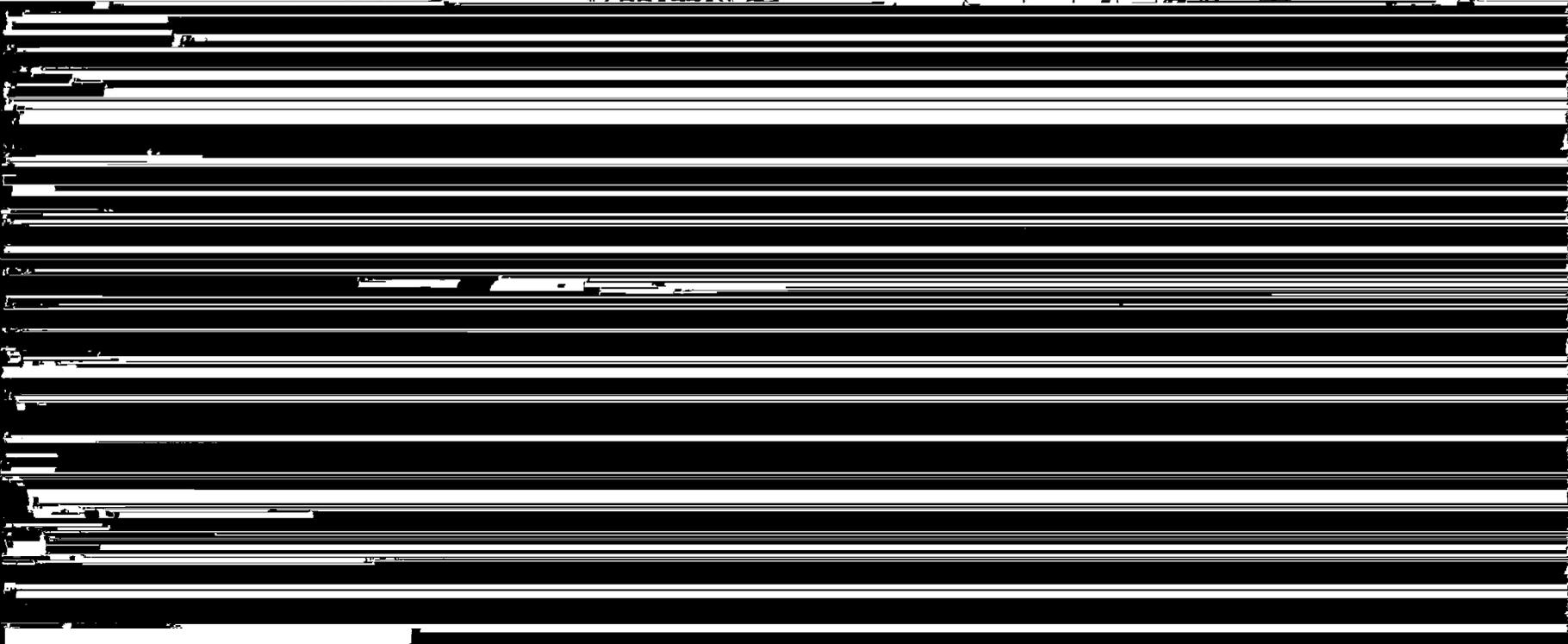
DEPUIS 1997, il y a de nouveau deux Congos au centre de l'Afrique. D'un côté, Laurent Désiré Kabila a tenu à marquer dans le nom du pays l'éradication de l'« authenticité » mobutiste qui avait promu le « Zaïre ». Il est né de cette rectification une république « démocratique ». Sur l'autre rive, la république « populaire » du Congo de la période révolutionnaire et des alliances à l'Est est devenue, depuis la conférence nationale de 1991, une simple « république » (1).

Ce n'est pourtant pas ce rapprochement aléatoire de la termi-



LES CONGOS DANS LA GU

9



étaient présidents (3). Puis tout s'est gâté, puisqu'une sorte de prolongement du « rideau de fer » s'est installé pendant près de trente ans sur la frontière entre les deux pays. Mais un rideau de fer tropical, perméable, presque imaginaire, malgré la CIA d'un côté et les Cubains de l'autre, car les migrations de populations n'ont pas cessé pour autant. L'interpénétration économique s'est avérée tout aussi remarquable jusqu'à ce jour, particulièrement dans la zone des capitales jumelles, Kinshasa et Brazzaville.

Pourtant, il s'agit bien de deux sociétés, de deux trajectoires du politique et de deux expériences de construction de l'État tout à fait séparées et dissemblables dans lesquelles les échanges sont intenses et incessants mais où la différence prime sur la similitude. Deux mondes proches qu'écarte la logique des États modernes, aussi faibles soient-ils.

Comme sociétés, comme systèmes politiques, les Congos ne sont pas plus réductibles l'un à l'autre que ne le serait l'un des deux comparé à n'importe quel autre pays de la région. Celui de Brazzaville se prête d'ailleurs plus facilement à la comparaison historique avec son voisin gabonais par exemple (4). Quant à celui de Kinshasa, il est banal de rappeler qu'il vit depuis longtemps sur ses frontières, en osmose avec ses différents voisins et qu'il est constitué d'autant de zones distinctes ayant chacune une dynamique transfrontalière plus ou moins intégrée : Congo des Grands Lacs avec les Kivu aux confins des voisins de l'Est, Congo du Shaba en continuation avec le Copper Belt zambien, etc. A cette échelle spatiale, qui n'est plus celle du voisin de l'autre rive (5), le Congo-Kinshasa n'a pas d'équivalent en Afrique centrale.

Pourquoi alors étudier ensemble ces deux pays ? Après avoir fait la part de l'association verbale, il faut en venir aux motifs de ce choix. Il s'agit ici de répondre – avec les outils des sciences sociales et en prenant appui, autant que possible, sur des observations directes – aux questionnements soulevés par les déstabilisations violentes qui ont été déclenchées au Zaïre en 1996 et l'année suivante au Congo avant d'aboutir au renversement des régimes en place. L'installation d'un nouveau groupe au pouvoir à Kinshasa en mai 1997 et la restauration d'un autre groupe à Brazzaville en octobre de cette même année renforcent la ressemblance passagère des deux scènes politiques. Enfin, il s'agit de deux régimes

(3) Voir D. Gondola, *Villes miroirs ; migrations et identités urbaines à Kinshasa et Brazzaville, 1930-1970*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 326 ss.

(4) G. Sautter, *De l'Atlantique au fleuve Congo, une géographie du sous-peuplement*, Paris, La Haye, Mouton et EHESS, 1966 ; F. Bernault, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale ; Congo-*

Brazzaville, Gabon, 1940-1965, Paris, Karthala, 1996.

(5) La RDC a plus de 2,3 millions de km² et le Congo-B. 342 000 km² seulement. En terme de populations, l'écart est plus fort encore : il y a 18 fois plus d'habitants d'un côté que de l'autre, soit 46,8 millions contre 2,6.

qui sortent de manière aussi autoritaire que violente de transitions démocratiques non consolidées (6). Dans les deux cas, et malgré des variations importantes des scénarios, les nouveaux régimes se fondent ouvertement sur la dénonciation des projets de « démocratie libérale » qu'ils accusent d'être à l'origine de la guerre (7).

Les formes élémentaires de la violence politique

Dans l'environnement de l'Afrique centrale des années 1990, la guerre civile et toutes les formes connexes de déstabilisation sont omniprésentes. Il suffit d'un rapide tour d'horizon porté sur les neuf voisins de l'ancien Zaïre pour relever le génocide rwandais de 1994, les rebellions du Burundi et de l'Ouganda, la guerre du Soudan, les mutineries à répétition en République Centrafricaine et la guerre de 20 ans en Angola. Seules la Tanzanie – néanmoins menacée et discrètement active – et la Zambie font figure de relatifs havres de paix. Les deux voisins supplémentaires qu'ajoute Brazzaville à cette zone des deux Congos – Gabon et Cameroun – sont aussi relativement paisibles (8). Ils apportent la touche, pour le moment, rassurante de l'espace dit « francophone ». Il faut souligner cependant que cet espace et son patron français sont devenus d'une discrétion frôlant l'évanouissement depuis l'échec des engagements malheureux aux côtés de Habyarimana et de Mobutu.

Dans ce tableau régional mouvementé, l'évolution des deux Congos ne se singularise donc pas par l'intensité de la violence qui s'y développe mais plutôt par la ressemblance des scénarios de crises politiques et par une certaine synchronisation des calendriers. Pour cette raison, les textes fournis ici ne s'attachent pas à expliquer la déstabilisation de deux sociétés d'Afrique centrale selon une optique qui pourrait être qualifiée de « géopolitique ».

(6) L'ensemble des textes regroupés ici interroge les trajectoires du politique dans les deux Congos avec l'objectif d'y trouver des explications de la violence et de la (re)militarisation. La problématique de la démocratisation en est à peu près absente. Et en même temps que celle-ci,

(7) Un raccourci saisissant de l'expression de cet état d'esprit est donné par exemple dans l'hebdomadaire brazzavillois « Le Choc », qui écrivait, en octobre 1998 : « Le retour à une paix durable est nécessaire, quelle que soit la manière d'y parvenir, car il vaut mieux avoir un État

Cette dimension est sans doute importante. Ce n'est pas celle qui est privilégiée dans les pages qui suivent où la parole est donnée à des chercheurs qui travaillent sur des processus sociaux circonscrits dans des espaces relativement restreints. De plus, il a été autant que possible fait appel à des spécialistes qui étaient sur le terrain au moment des événements qui sont analysés. L'ensemble des textes réunis se présente donc comme une contribution locale à l'interprétation globale des guerres des Congos et, de manière extensive, aux contextes sociaux dans lesquels ces bouleversements violents ont eu lieu. La politique officielle et formelle, celle des institutions internationales, des gouvernements et des conférences diplomatiques, les enjeux économiques des multinationales et des entrepreneurs de moindre envergure, ne sont pas abordés comme tels.

Plus que les événements militaires, humanitaires, diplomatiques ou médiatiques qui ont balisé la période, laissant autant de repères chronologiques précieux, c'est la dimension sociale de cette violence armée qui fournit le fil conducteur des études qui ont été rassemblées. L'analyse de ce contexte social, c'est-à-dire des conditions sociales de possibilité de la guerre, fait appel à l'observation d'objets qui ont une existence historique dépassant largement l'événement ou encore qui ne parlent pas directement de la guerre. Cependant, tous passent aussi par un questionnement sur la chute des détenteurs de pouvoirs ambigus (quelle obéissance ? quelle légitimité ?) à la tête d'États faibles. Leur remplacement ne semble pas avoir durablement remédié à l'instabilité de ces systèmes politiques malgré les dispositions sévères prises par les nouveaux dirigeants. En août 1998 a éclaté une offensive contre Laurent Désiré Kabila. Plus que la mobilisation de 1996-97 contre Mobutu, cette nouvelle guerre de 1998 entraîne des alignements au niveau continental. A la même époque, Denis Sassou-Nguesso n'a pas à faire face à une coalition aussi puissante, toutefois les attaques menées par des miliciens dans le Sud du pays (en particulier l'attaque de Goma-Tsétsé par les Ninjas en septembre 1998) attestent suffisamment l'instabilité de l'autre Congo.

Cette instabilité constatée au sommet de la hiérarchie étatique n'est jamais réductible à un seul facteur explicatif ; elle n'est pas la conséquence des ambitions de quelques personnes, ni le résultat de la concurrence des puissances externes ou des appétits de sociétés multinationales. Certes tous ces acteurs défendent généralement sans scrupules les positions qui correspondent à leurs intérêts. Ils ont des responsabilités identifiables dans le développement des situations belliqueuses, mais les guerres qui ont lieu

complexes, brutales et souvent délirantes (9) d'inventions identitaires – ou d'accélération de tendances préexistantes à la différenciation – solidifiant la cohésion de groupes fluides (10) sur lesquels peuvent s'appuyer des mobilisations politiques sectorielles.

Une scène des combats de Brazzaville illustre cette thèse de la primauté de la dimension sociale de la guerre. Durant une journée de juillet 1997, les combattants des milices rivales décidèrent, apparemment sans prendre l'avis des directions politiques, un cessez-le-feu durant lequel ils purent accélérer les pillages sans être perturbés par les armes. Ils pactisèrent même en reprochant à leurs chefs de les envoyer se faire tuer tandis que ceux-ci avaient mis leurs enfants à l'abri à l'étranger. Ce type de situation attire l'attention. Son dévoilement oblige à prendre des distances par rapport à des interprétations qui verraient dans les mobilisations politiques (pacifiques aussi bien que violentes) le seul résultat de l'instrumentalisation de l'ethnicité (ou de la jeunesse, ou d'autres clivages encore...) par les entrepreneurs politiques. Cette autonomie relative des logiques de la violence physique montre les limites des appareils politiques, ceux des États comme ceux des oppositions et des rebellions. Elle explique par la même occasion la difficulté de mettre en œuvre des protocoles de retour à la paix. Il en va ainsi de la persistance de la violence périphérique dans la RDC de L.D. Kabila bien avant la défection des membres de son entourage soutenus par le Rwanda et l'Ouganda. De même, la mise aux pas des milices victorieuses continuant leurs exactions à Brazzaville (où se trouve ce qui reste de richesses) pose-t-elle, après octobre 1997, des problèmes à peu près aussi ardues à D. Sassou-Nguesso que le combat contre les milices d'opposition qui ont pris le maquis dans le Sud.

Tout ceci suggère que les États dont il est question ici ne sont pas des instances de contrôle de la violence physique sur un territoire. C'est évidemment leur nature néo-patrimoniale, leur capacité à répartir des prébendes à des clientèles tout en bénéficiant de la reconnaissance internationale qui explique la polarisation des stratégies des chefs rebelles sur les palais présidentiels quand toutes les données « ethno-régionales » indiquent par ailleurs qu'ils pourraient – ou devraient – découper des territoires indépendants dans

minières et pétrolières, à suivre attentivement les événements et à investir éventuellement dans des opérations visant à renverser des régimes légalement établis. Finalement, la paix civile repose d'abord sur les agencements locaux de la circulation de la richesse et sur les capacités des sociétés locales à gérer les limitations du recours à la violence physique. Il en découle la figure ambivalente du jeune en arme, milicien ou « kadogo », qui protège autant ses

les interventions des acteurs extérieurs, opérations militaires (12), conférences de paix (13) ou financement des belligérants, ont parfois assez de poids pour transformer l'issue d'un conflit ; cependant elles n'appartiennent pas au temps vécu par les acteurs locaux et obéissent à des logiques qui ne peuvent donner lieu qu'à des interprétations déconnectées de l'univers de ceux qui les ont décidées. Elles sont généralement comprises dans un sens qui n'explique pas

de la recherche africaniste sont les plus originaux, c'est-à-dire dans

culatation d'un système politique moderne et d'un espace archaïque, celui de la cité coloniale.

L'instrumentalisation de l'ethnicité est au cœur de l'article de Joseph Tonda. Il s'attache à montrer comment la fabrication d'un groupe ethno-régional constitue le passage obligé de la stratégie de reconquête d'un des protagonistes de la guerre de 1997. Décrivant d'autres entreprises, celle de Pascal Lissouba ou celle de Bernard Kolélas, l'auteur aurait probablement dévoilé des mécanismes assez semblables. Il parle ici de ce qui se passe dans le « camp-Nord », donc dans le fief de Denis Sassou-Nguesso dont il note qu'il s'apparente aussi métaphoriquement au camp de rééducation et au camp militaire. Il confirme les remarques apportées par Henri Ossébi sur les pillages et l'économie dans la guerre. Il s'attache

teurs interdépendants qui sont dégagés, l'un peut être lu comme une intrusion du milieu international dans le contexte local de la violence. Il s'agit des effets du basculement politique qui s'est produit au Rwanda en 1994. Toutefois, l'analyse présentée ici montre une continuité spatiale et sociale qui ignore la frontière. De telle sorte que le second facteur isolé par J.C. Willame, l'exacerbation de la tension politique au Nord et au Sud-Kivu avec l'installation des réfugiés, constitue la liaison qui renvoie aux mobilisations et aux représentations locales. L'effondrement des structures de l'État zaïrois, à la dérive depuis 1990, offre le cadre indiscutable d'un scénario de succession néo-patrimoniale dans lequel les références à un projet de construction nationale sont absentes (16). C'est une vision confirmée, dans les termes qui lui sont propres (17), par Ernest Wamba dia Wamba quand il souligne l'incapacité de l'AFDL à rompre avec le « mobutisme ».

L'article de Gauthier de Villers se concentre sur une analyse des relations entre les logiques identitaires et les mobilisations politiques au Zaïre/RDC. Il dégage quatre facteurs : l'« autochtonie », la « zaïrianité », l'« ethno-régionalisme » et la « génération ». Il montre que dans le cas qu'il étudie, le deuxième de ces facteurs est directement lié au déclenchement des processus qui portent L.D. Kabila au pouvoir ; c'est-à-dire, la zaïrianité et son contraire, la privation de droits de citoyenneté aux habitants « rwandophones ». Les autres facteurs sont à l'œuvre depuis plus longtemps. Outre qu'il confirme les hypothèses concernant le caractère endogène des conditions de possibilité de la guerre, ce travail met en lumière une différence importante entre les deux Congos. En effet, ici et là se retrouvent des relations très étroites entre la fabrication identitaire des secteurs ethno-régionaux et la mobilisation politique ; en revanche, le Congo-Brazzaville ne connaît pas d'équivalent à la question de la « zaïrianité » puisque ne s'y pose pas de problème foncier lié à la surcharge démographique. Malgré le flou qui peut régner sur les frontières, la guerre civile de la rive droite ne repose pas sur des interprétations divergentes d'une « congolité ».

Comparer à ces considérations, le choix d'un prénom en République Démocratique du Congo peut sembler un sujet anodin. Il n'en est rien. Comme le prouve Isidore Ndaywel è Nziem, il s'agit d'un terrain où s'est exprimée la résistance à l'« authenticité » voulue par Mobutu, donc au mobutisme. S'il est trop tôt pour évaluer

politiques, la dynamique des mobilisations multisectorielles, Paris, PFNSP, 1992, p. 79.

(16) Une des discussions les plus récentes – et intéressantes – des effets du néo-patrimonialisme sur les transitions démocratiques africaines se trouvent dans

M. Bratton et N. Van de Walle, *Democratic experiments in Africa ; Regime Transitions in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, chapitre 2.

(17) C'est-à-dire ceux d'un acteur engagé.

les changements qu'apporteront les nouvelles conditions politiques, il est intéressant néanmoins de montrer comment un acte aussi privé peut participer à la définition d'une gouvernamentalité.

En présentant ce dossier à un moment où les deux Congos ont des régimes récemment installés et directement contestés par la voie des armes, l'intention n'est pas de fournir des articles d'ency-